

*Questions orales*

**L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Madame la Présidente, je voudrais que le chef du Nouveau Parti démocratique parle à son caucus de faire une étude sérieuse parce que je suis incapable de le convaincre de renvoyer le projet de loi au comité pour que l'étude puisse commencer.

Combien de temps faut-il? Si nous pouvions renvoyer le projet au comité et si voulez que nous produisions le même genre d'étude qu'aux États-Unis, une période de 60 jours nous mènerait en mai. Est-ce que cela convient? Faut-il 90 jours? Combien de temps faut-il?

À mon avis, plus tôt nous nous attaquerons à ce travail, plus les Canadiens auront de possibilités pour examiner l'accord. La députée est de plus en plus isolée dans son camp, à prétendre qu'il s'agit d'un mauvais accord. Tout le monde sait qu'il est bon.

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** Madame la Présidente, je propose au premier ministre suppléant de vérifier son hypothèse et de déclencher des élections pour voir qui appuie l'ALENA et qui s'y oppose. Debout! Ayez donc le courage de vos convictions. Faites-en l'enjeu des élections et nous verrons bien ce que les Canadiens en pensent.

Nous recevons aujourd'hui des informations sur les inquiétudes suscitées par l'ALENA. Aux États-Unis, certains soutiennent que l'accord avantagera les multinationales au détriment des consommateurs. Une société canadienne de sidérurgie a dit qu'elle allait s'établir aux États-Unis. Le Congrès américain a exprimé de graves réserves dont nous venons d'entendre parler. Je le répète, l'ALENA causera beaucoup de tort à l'environnement.

La question que j'adresse au premier ministre suppléant est simple: puisqu'il défend toujours l'ALENA et son gouvernement en soutenant que les travailleurs mexicains profiteront de cet accord, pourrait-il dire à la Chambre comment le fait de nuire à la santé des Mexicains pourra aider les travailleurs et le reste de la population du Mexique?

**L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Madame la Présidente, nous avons eu des élections sur le libre-échange. Par les sarcasmes et les menaces, on a essayé de nous amener à déclencher des élections là-dessus. En fin de compte, elles ont eu lieu, à cause de la majorité libérale au Sénat. Nous connaissons les résultats. La

tenue d'élections sur l'ALENA n'a pas de quoi nous faire frémir.

Le Nouveau Parti démocratique s'est empressé de dire que l'Accord de libre-échange allait détruire l'industrie automobile au Canada. Nous savons qu'il a eu tort. Il s'est farouchement opposé à l'accord, mais nous savons que nos exportations sont en pleine expansion. Nous savons que, parmi ces exportations, celles qui ont une forte valeur ajoutée augmentent et que la part du Canada dans les échanges commerciaux nord-américains s'accroît. Tous les chiffres témoignent du succès de l'accord.

• (1130)

Seuls le Nouveau Parti démocratique et le Parti libéral pensent que le commerce extérieur ne vaut rien pour nous. Tout le monde sait qu'il est bon pour tous les intéressés.

**L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon):** La question n'est pas de savoir si le commerce extérieur est bon ou pas, et le ministre induit la Chambre en erreur lorsqu'il oriente la discussion dans cette voie.

Le débat porte sur un accord commercial précis qui menace la souveraineté du Canada. Voilà, madame la Présidente, à quoi se résume le débat.

[Français]

Il est clair, que le Congrès à Washington a des doutes. Les Mexicains ont des doutes; les syndicalistes et les environmentalistes au Québec ont des doutes. Ce gouvernement est le seul à ne pas se poser de questions sur le bien-fondé de l'ALENA. Pourquoi le vice-premier ministre n'arrête-t-il pas le processus de ratification de cet accord de libre-échange? Il faut prendre le temps de débattre plus longuement ces questions, qui sont cruciales pour l'avenir économique de ce pays.

[Traduction]

**L'hon. Harvie Andre (ministre d'État et leader du gouvernement à la Chambre des communes):** Je suis ravi d'entendre le chef du Nouveau Parti démocratique nous proposer d'étudier l'accord. Je lui demande encore une fois de convaincre son caucus d'approuver une motion à la Chambre visant à renvoyer l'accord à un comité qui serait chargé de l'étudier. Nous serions heureux si elle y parvenait.

Dans certains milieux, les gens croient qu'il faut préserver notre capacité d'imposer des tarifs élevés et d'adopter des lois restrictives si nous voulons protéger notre pauvre petit pays. Nous croyons en un Canada fort, capable de rivaliser avec les autres États du monde. À